

L'obésité touche 1 milliard de personnes

Le taux d'obésité a plus que doublé chez les adultes entre 1990 et 2022, et quadruplé chez les enfants et les adolescents

L'épidémie mondiale d'obésité poursuit sa hausse vertigineuse. En à peine plus de trente ans, le taux d'obésité à travers le monde a plus que doublé pour les adultes, et quadruplé parmi les enfants et les adolescents. Plus d'un milliard de personnes sont aujourd'hui obèses, soit une sur huit. Tel est le principal résultat d'une vaste étude publiée par *The Lancet*, vendredi 1^{er} mars, trois jours avant la Journée mondiale de l'obésité, une pathologie associée à de nombreuses complications (diabète de type 2, maladies cardiaques, hypertension artérielle, cancers...) et qui, avec le surpoids, est la cinquième cause de décès dans le monde. D'après le journal scientifique britannique, 879 millions d'adultes et 159 millions d'enfants et adolescents étaient obèses en 2022 ; en 1990, ils étaient respectivement 195 millions et 31 millions.

Les femmes représentent la majeure partie des adultes touchés (504 millions, soit 57 %), mais c'est chez les hommes que la tendance a progressé le plus vite en trente ans : la prévalence a quasiment triplé, tandis qu'elle a doublé chez les femmes. Chez les enfants, l'obésité touche surtout les garçons (94 millions, soit 59 %) et la hausse de la prévalence est comparable entre les sexes – facteur 4 pour les filles et 4,4 pour les garçons.

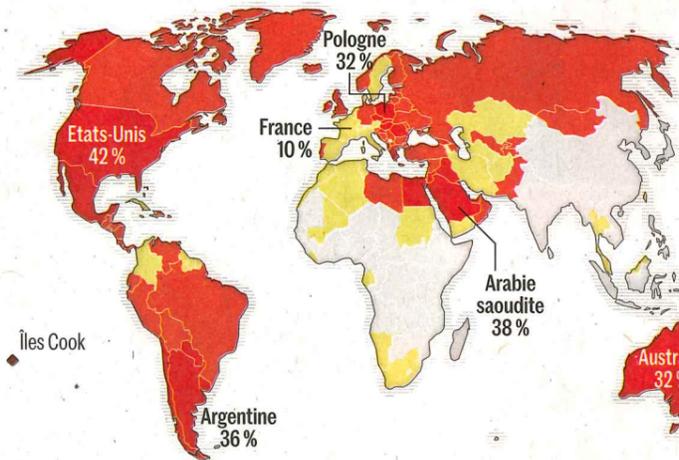
Mécanisation du travail

Les auteurs, issus du NCD Risk Factor Collaboration – un réseau international d'étude sur les maladies non transmissibles –, ont estimé l'évolution des tendances pour l'obésité et pour l'insuffisance pondérale en se fondant sur plus de 3 600 études couvrant 197 pays. En ligne avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ils définissent l'obésité chez l'adulte par un indice de masse corporelle (IMC, soit le poids divisé par la taille au carré) supérieur à 30. Ils reconnaissent que l'IMC n'est pas un indicateur idéal, car il ne tient pas compte de la proportion et de la répartition des graisses dans le corps, mais soulignent qu'il est largement employé, ce qui rend possible des comparaisons.

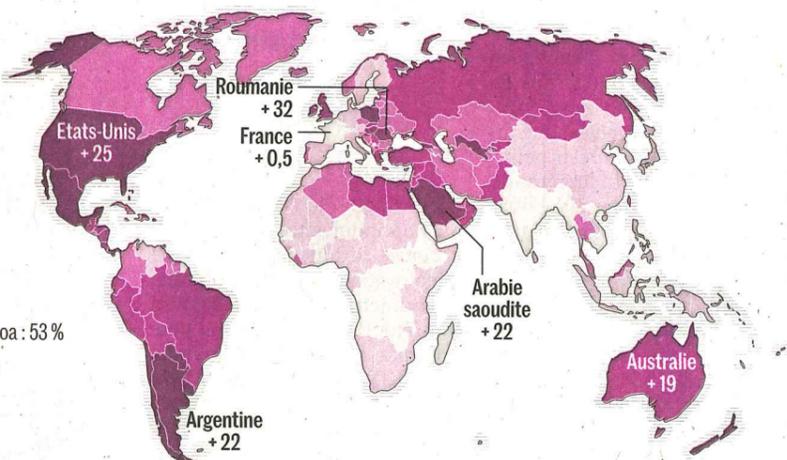
L'insuffisance pondérale se caractérise, elle, par un IMC inférieur à 18,5. Cet indicateur permet, à partir des mêmes données, d'illustrer deux facettes de la malnutrition. « Nous nous attendions à atteindre le chiffre de 1 milliard [de personnes obèses] en 2030, mais il est arrivé beaucoup plus vite », a déclaré Francesco Branca, le directeur du département de la nutrition et de la sécurité alimentaire de l'OMS, jeudi 29 février.

Hausse globale de l'obésité dans le monde, notamment pour les hommes, et dans les pays à revenu faible ou intermédiaire

Prévalence de l'obésité chez les hommes, en 2022, en pourcentage

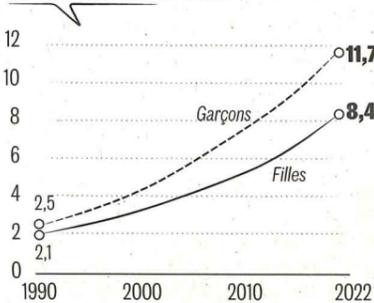


Evolution de la prévalence de l'obésité chez les hommes, entre 1990 et 2022, en points

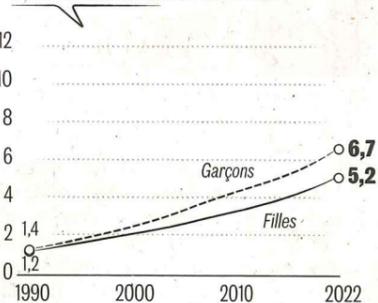


Evolution de la prévalence de l'obésité chez les enfants et les adolescents dans le monde, entre 1990 et 2022, en pourcentage

Chez les enfants de 5 ans

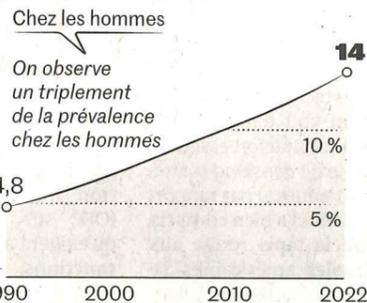


Chez les adolescents de 15 ans



Evolution de la prévalence de l'obésité chez les adultes dans le monde, entre 1990 et 2022, en pourcentage

Chez les hommes



Chez les femmes



Infographie Le Monde ; Source : The Lancet

« Différentes formes de malnutrition coexistent au sein des pays, des communautés ou des familles, et un enfant frappé d'abord par l'insuffisance pondérale peut être touché ensuite par l'obésité », a-t-il précisé, soulignant un « manque d'accès à des régimes alimentaires sains ».

Majid Ezzati, professeur de santé environnementale à l'Imperial College de Londres et auteur principal de l'étude, relève une « nouveauté », à savoir que l'obésité « atteint un plateau dans les pays les plus riches du monde industrialisé traditionnel » et augmente surtout dans les pays à re-

Parmi les causes, les auteurs citent l'évolution de l'alimentation et le développement de la nourriture transformée, au détriment de produits frais

venu faible ou intermédiaire. Aux yeux de M. Branca, cela peut s'expliquer par « la transformation rapide des systèmes alimentaires, et pas pour le meilleur » dans ces pays : « On a eu l'habitude de penser l'obésité comme un problème de pays riches, mais c'est un problème dans le monde entier y compris pour les pays pauvres ».

Les pays ayant subi la plus forte augmentation de l'obésité se trouvent surtout en Polynésie et en Micronésie – plus de 60 % de la population en souffre dans les îles Tonga, Samoa américaines et Nauru –, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment l'Égypte. Sont aussi concernés, pour les hommes, certains pays d'Europe centrale, en particulier la Roumanie.

Cela ne signifie pas que la situation ne s'est pas aggravée dans certains des pays les plus riches. Aux États-Unis, le taux d'obésité des femmes est passé de 21 % en 1990 à 44 % en 2022, et celui des hommes de 17 % à 42 %. Avec la Chine et l'Inde, ce pays fait partie du trio de nations comptant le plus grand nombre de personnes obèses en valeur absolue. Au

Royaume-Uni, 28 % des femmes et 27 % des hommes étaient concernés en 2022, contre 14 % et 11 % respectivement en 1990.

Parmi les causes pouvant expliquer les tendances observées, les auteurs citent en premier lieu l'évolution de l'alimentation, avec une « bascule depuis la nourriture de subsistance et locale vers des denrées commerciales transportées » conduisant à des apports caloriques supérieurs et une consommation plus importante de produits d'origine animale, de sucre et d'huiles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ils évoquent aussi le développement de la nourriture transformée, au détriment de produits frais.

L'étude souligne aussi que la mécanisation du travail et des transports favorise la prise de poids. Concernant les enfants et les adolescents, « l'hypothèse a été émise que du temps de loisir occupé par des jeux et du sport ait été remplacé par des activités sédentaires, mais il existe peu de données sur ces tendances », estiment les chercheurs.

« L'obésité est une maladie de l'occidentalisation des modes de vie », commente Olivier Ziegler,

professeur au centre hospitalier régional universitaire de Nancy-Brabois, qui n'a pas participé à cette étude, et juge ses résultats très importants.

Réguler les publicités

A en croire *The Lancet*, l'Hexagone fait plutôt figure de bon élève : les auteurs évoquent une légère baisse de deux points de pourcentage pour l'obésité chez les Françaises – l'Espagne fait mieux, avec une baisse de 4,6 points –, et une stabilisation chez les hommes. « Sous réserve que ces résultats se confirment, c'est une bombe, estime M. Ziegler, et le signe que le programme nutritionnel français a des effets – alors que les projections internationales tablaient sur une hausse. » Pour M. Branca, l'étiquetage nutritionnel, le souci accordé à l'alimentation scolaire et la promotion de l'activité physique peuvent expliquer cette tendance.

Mais des données manquent encore pour comprendre l'évolution en France. La dernière grande étude anthropométrique nationale publiée en 2016 – la cohorte Constances, sur plus de 50 000 participants, qui avait alors

été établie l'obésité à 15 % de la population adulte. Une enquête déclarative conduite par la Ligue contre l'obésité en 2021 avait conclu à une obésité affectant 17 % des adultes.

En matière de lutte contre l'obésité, les pratiques du secteur privé sont un « point très important », selon Francesco Branca. Or, « les politiques publiques ne sont pas assez incisives et très peu de pays restreignent le marketing alimentaire dirigé vers les enfants ». Parmi les initiatives vertueuses, il cite plusieurs pays d'Amérique latine ayant agi pour réguler les publicités, taxer les produits les plus néfastes et afficher les données nutritionnelles sur les emballages, avec des effets visibles sur la consommation.

L'OMS insiste : l'obésité et l'insuffisance pondérale sont bien deux aspects d'un même fardeau, celui de la malnutrition, et des mesures comme la promotion de l'allaitement maternel chez les nourrissons, l'accès à des repas équilibrés par le biais de l'école et la régulation des environnements alimentaires participent à la lutte contre ces extrêmes. ■

MATHILDE GÉRARD ET JULIEN LEMAIGNÉ

Nouveau record des émissions de CO₂ liées à l'énergie en 2023

Le déploiement massif des énergies renouvelables et des technologies bas carbone a permis de limiter la hausse

Les efforts mis en œuvre pour décarboner le système énergétique ne se traduisent pas encore par une diminution des émissions mondiales de CO₂ liées à ce secteur. Mais le déploiement massif des énergies renouvelables et des technologies bas carbone a bien permis de limiter leur augmentation au cours des dernières années. Ce constat est confirmé par les chiffres que publie, vendredi 1^{er} mars, l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

En 2023, les émissions du secteur de l'énergie, c'est-à-dire celles

liées à la combustion d'énergie fossile (charbon, pétrole et gaz) et aux procédés industriels, ont atteint, une fois encore, un nouveau record (37,4 milliards de tonnes). Paradoxe, ce sont notamment des conséquences du dérèglement climatique, provoquées par la combustion de fossiles, qui expliquent cette hausse : des sécheresses extrêmes et prolongées ont frappé plusieurs pays, dont les États-Unis et la Chine, provoquant une chute de la production hydroélectrique.

Pour pallier cette baisse, ces pays ont dû avoir recours à davan-

tage de combustibles fossiles pour produire de l'électricité, ce qui a généré 170 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires.

Reprise économique en Chine

Le rebond du trafic aérien mondial, qui a grimpé de 35 % en 2023 par rapport à 2022, et la poursuite de la reprise économique post-Covid-19 en Chine, contribuent également significativement à la hausse des émissions. La Chine est pourtant un acteur majeur du déploiement des technologies bas carbone, puisqu'elle

est à l'origine d'environ 60 % des nouvelles capacités installées dans le domaine du solaire, de l'éolien et des véhicules électriques en 2023. Mais ces développements spectaculaires n'ont pas suffi à répondre à la forte hausse de la demande en énergie.

Si le bilan global n'est pas bon, l'Agence internationale de l'énergie souligne que le déploiement sans précédent de ces technologies bas carbone observé en 2023 a permis d'éviter un recours encore plus important au pétrole, au gaz et au charbon. Si les émissions ont

augmenté de 410 millions de tonnes (+ 1,1 % par rapport à 2022), la croissance est moins forte qu'en 2022 (+ 490 millions de tonnes). Et, sur les cinq dernières années, sans recours aux énergies bas carbone, la hausse globale des émissions de CO₂ du secteur aurait été trois fois plus importante.

« La transition énergétique a subi une série de tests de résistance au cours des cinq dernières années [2019-2023], et elle a démontré sa résilience », a assuré Fatih Birol, le directeur exécutif de l'AIE, vendredi. Une pandémie, une crise

énergétique et l'instabilité géopolitique étaient toutes susceptibles de faire dérailler les efforts visant à construire des systèmes énergétiques plus propres et plus sûrs. Au contraire, la transition se poursuit. » Entre 2019 et 2023, la croissance des énergies propres a été deux fois plus importante que celle des combustibles fossiles. Les émissions des économies avancées ont, par ailleurs, atteint leur plus bas niveau depuis cinquante ans, avec une baisse record de 4,5 % en 2023. ■

PERRINE MOUTERDE